

Sommaire :

Page 1 : Accoyer, Sarkozy et la guerre civile
Page 2 : Sommet social ou unité : il faut choisir.
Page 3 : Pourquoi le vote utile c'est le vote Mélenchon.
Page 4-5 : Questions sur «la perte du AAA français»
Page 5 : La Lybie - dernière minute
Page 6 : Militant

ACCOYER, SARKOZY ET LA GUERRE CIVILE.

Question : pourquoi Bernard Accoyer, président UMP de l'Assemblée nationale, annonce-t-il que ce sera la «guerre» si les contre-réformes qu'il préconise ne sont pas mises en œuvre, au terme d'un laïus contre F. Hollande ?

Réponse : il manque un mot dans les propos d'Accoyer, pensé très fort, c'est le mot «civile» après «guerre».

Du point de vue de Sarkozy, de tels propos sont contre-productifs, comme toute la campagne de haine grotesque des Morano et autres Péresse et Estrosi. En visant Hollande, ils font de lui l'adversaire n° 1 de la droite, ce dont les électeurs et auditeurs ne sauraient être convaincus en écoutant seulement Hollande. En faisant dans le registre extrémiste, ils facilitent le siphonage des voix populaires de Sarkozy par Mme Le Pen. D'où le fait que Sarkozy se soit démarqué de leurs propos en «dialoguant» avec Martine Aubry devant les micros lors de sa visite à Lille.

Il est pourtant possible et vraisemblable que Sarkozy lui-même a suscité cette campagne d'érucciations, mais il apparaît qu'elle lui échappe. Ses propres lieu-

tenants se situent dans la perspective de sa défaite et de la préparation de la guerre civile, avec une recomposition de la droite entre UMP et FN (Bayrou de son côté reconstituant *de facto* l'UDF, d'où la liquéfaction du «Nouveau centre» et de son Morin). Les propos d'Accoyer préparant la guerre civile sont au diapason des vrais problèmes que rencontre le capitalisme français, comme le confirme la perte du fameux «AAA» de Standard and Poor's, pile poil 100 jours avant le premier tour de la présidentielle, et alors que les «discussions» entre l'État grec et les banques sont bloquées.

Ce ne sont pas seulement les chances de réélection de Sarkozy qui se jouent, mais sa capacité immédiate à porter des coups au salariat et à la démocratie, alors qu'il n'a pas déclaré officiellement sa candidature à sa propre succession, et que cette fine stratégie risque de se retourner, là encore, contre lui. Le sol risque de se dérober sous les pieds de Sarkozy en raison de la crise du capitalisme, d'un côté, de la résistance sociale, de l'autre côté.

Sommet social ou unité : il faut choisir.

Un fait de la lutte sociale l'indique, un fait ignoré, censuré, tu, masqué, par pratiquement toutes les forces politiques et appareils grands et petits. Le 15 décembre dernier, tous les syndicats enseignants sauf le SGEN-CFDT ont appelé à la grève contre un projet de décret sur l'évaluation des professeurs, et ont refusé (sauf la CFDT) de se rendre aux « négociations » à ce sujet. Ce décret aurait dû être promulgué fin décembre. Il ne l'a pas été.

Pourtant, le discours contre l'école publique prononcé par Sarkozy le 5 janvier en a confirmé le caractère central dans les plans du gouvernement : pour briser le statut des professeurs, envoyer les élèves en apprentissage et démanteler la troisième année du Bac professionnel déjà ramené de 4 à 3 ans, imposer l'autonomie des établissements c'est-à-dire en faire des entreprises, il faut éliminer le contenu de l'enseignement, carrément, de l'évaluation des professeurs, et donc bientôt de leurs missions !

Donc, toute la ligne politique d'attaque contre l'école publique de Sarkozy est suspendue à la mise en œuvre ou pas de ce décret, contre lequel se tiendra une manifestation nationale le 31 janvier qui sur cette base portera bien sûr contre l'ensemble de sa politique et contre les suppressions de postes.

S'unir pour le retrait d'un décret et manifester contre l'institution qui prend les décisions, en l'occurrence le ministère, voilà une stratégie syndicale qui seule peut être gagnante : c'est la stratégie du front commun pour battre l'adversaire

tous ensemble. Elle a marché en 2006 contre le CPE. Elle avait ensuite été bannie par les directions nationales : à l'automne 2010, elles ont tout fait sauf cela, et la contre-réforme des retraites est passée. Ce qui se produit là c'est donc le retour, dans un seul secteur pour l'instant, de l'unité véritable dans l'indépendance, pour gagner.

Il y a, dans les faits, contradiction entre cette méthode de lutte et celle qui consiste à se rendre au «sommet social» convoqué par Sarkozy le mercredi 18 janvier pour faire passer la TVA antisociale, attaque fondamentale contre la Sécurité sociale et atteinte grave au pouvoir d'achat des couches «populaires» et des couches «moyennes» comme on dit, ainsi que ses plans de «formation» pour contraindre les chômeurs à accepter n'importe quoi comme en Allemagne. La CGT, la CFDT et FO ne doivent pas s'y rendre, et la FSU non plus, alors qu'elle vient d'être invitée.

Cette contradiction est malheureusement confirmée par le fait que la même FSU n'assume pas la manifestation organisée par tous ses syndicats du second degré le 31 janvier, alors même que dans le SNUIPP (syndicat des écoles primaires) se multiplient les protestations et les réclamations des militants qui veulent manifester contre le ministère au lieu de se disperser !

Autre confirmation : l'incapacité où s'est trouvée la confédération CGT de s'orienter vers une nouvelle



journée «interprofessionnelle » véritable le 18 janvier, ce qui n'aurait été possible qu'en n'allant pas au «sommet». Ce jour-là, elle n'appelle donc à rien, ou à peu de choses, en tous cas dans la dispersion, au regret de bien des délégués dans les entreprises et dans les unions locales.

Nul doute que si le mouvement syndical agissait envers le «sommet social» et la session extraordinaire de l'Assemblée nationale que préparent Sarkozy, Fillon et Accoyer, comme cela a commencé de se passer de façon sectorielle et de façon encore très fragile et timide dans l'enseignement, le sol finirait de se dérober complètement sous les pieds du président de la V^e République :

- il ne parviendrait pas à imposer sa TVA antisociale,
- sa défaite aux élections serait assurée,
- et l'affrontement post-électoral ainsi commencé dès maintenant, celui-là même que prépare le «guerrier» Accoyer, se présenterait mieux du côté du monde du travail.

Pourquoi le vote utile c'est le vote Mélenchon.

Pour gagner et aller de l'avant, il faut une perspective. François Hollande ne peut en donner, parce que sa perspective, c'est le remboursement des déficits, le paiement de la dette soi-disant publique, dont les intérêts vont augmenter suite à la perte du «AAA ». D'où les cafouillages invraisemblables sur des questions pourtant très simples comme l'impôt, puisqu'au lieu de dire qu'il faut un impôt progressif sur les revenus et le capital, il dit tout et son contraire.

Pour voir les dangers de cette politique, il est intéressant de prendre l'exemple d'un courant du PS qui ne la partage pas, mais qui veut la soutenir le temps de l'échéance présidentielle. Le camarade Gérard Filoche nous explique qu'il faut virer Sarkozy pour faire un «gouvernement PS-FdG-EELV», mais oublie de préciser que faire pour que ce gouvernement ne rembourse pas la dette « publique» et combatte les patrons, ce qui conditionne tout, et aussi comment faire pour que la direction du PS avec EELV n'aille pas l'«élargir» à ... Bayrou. Considérant que l'unité pour battre Sarkozy passe par le vote Hollande au premier comme au second tour, il en est réduit, quand il aborde cette question - c'est-à-dire pas trop souvent, il est plus agréable de dénoncer la TVA antisociale ! - à dire que la constitution étant ce qu'elle est il n'y a pas d'autre choix dès le premier tour, transformant ainsi l'unité ouvrière, le front unique, en alignement obligatoire sur les contraintes de la V^e République, ce qui n'a plus rien à voir avec l'unité et est contre-productif pour le regroupement des voix au second tour, car antidémocratique et ferme-gueule, chose que des militants ouvriers ne sauraient supporter.

Il est absolument évident que s'il faut voter Hollande au second tour ces mêmes militants le feront sans qu'on ait à leur faire la leçon, qu'ils aient voté Hollande, Mélenchon, Joly, Artaud ou Poutou au premier tour.

Mais la vraie question de la perspective politique est celle du gouvernement et du régime. Idéalement il faudrait un gouvernement d'unité refusant de payer la dette et entreprenant de satisfaire les revendications urgentes sur les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites, pensions et minima sociaux. EELV, formation composite qui, à bien des égards, ressemble plus au Modem qu'à autre chose, ne s'inscrirait pas dans ce cadre (même si bien des gens qui voteraient pour eux s'y retrouveraient). Ce sont avant tout le PS et le FdG constitué notamment par le PCF et le PG qui sont



confrontés à cette responsabilité envers leur base sociale et électorale.

De ce point de vue, quand J.L. Mélenchon déclare qu'il ne saurait participer qu'à un gouvernement dirigé par lui, s'il fait plaisir aux militants qui veulent s'affirmer et se démarquer en constituant une frange peut-être large mais toujours minoritaire, ne répond pas à ce besoin. D'une certaine façon, l'ultimatum de ce genre de déclaration ressemble à celui de ceux qui, au PS, comme Gérard Filoche, nous expliquent qu'il n'y a qu'une seule issue dès le premier tour, et les deux se confortent mutuellement. Toutefois, il n'y a pas symétrie. Parce qu'il n'y a jamais eu aucune ambiguïté sur ce que ferait J.L. Mélenchon en cas de second tour avec Hollande contre Sarkozy ou contre Le Pen, alors que la réciproque n'est pas vraie, parce que J.L. Mélenchon déclare aussi que s'il était élu il y aurait une assemblée constituante et ce régime prendrait fin, et surtout parce que le Front de Gauche regroupe plusieurs forces politiques et militants en excluant toute ouverture à droite ou au centre avec une certaine dynamique à la base, ni majoritaire ni groupusculaire, déjà massive parfois, alors il est évident que le vote pour battre Sarkozy, avoir le meilleur second tour possible, préparer l'affrontement qu'annoncent les Accoyer, bref le vote unitaire, efficace et utile, le plus favorable à l'intérêt général du salariat et de toute la gauche, c'est le vote Mélenchon.

Le 14 janvier 2012.

Questions sur «la perte du AAA français»

1. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Les agences de notation de crédit sont des entreprises de conseil financier qui notent la capacité des emprunteurs à rembourser leurs dettes avec les intérêts. Elles baissent la note quand elles pensent que l'emprunteur aura du mal, ce qui a pour effet, souvent en fonction de procédures automatiques, de faire monter les « primes de risque » et donc les taux d'intérêt exigés par les créanciers. Du coup, les prophéties des fameuses agences sont souvent autoréalisatrices !

2. Standard and Poor's est-elle à la tête d'un complot de financiers capitalistes contre la France ?

C'est là l'interprétation ridicule qui empêche de se mobiliser sérieusement. S&P et les autres agences de notation, qui s'occupent des très grands emprunteurs comme le sont les Etats, ne sont évidemment pas neutres et les pressions diplomatiques, les réseaux financiers, politico-mafieux et autres interviennent évidemment dans leurs jugements, d'autant qu'une évaluation financière « objective » est impossible en raison de l'absence totale de toute transparence sur les marchés financiers. Mais ce sont des entreprises financières comme les autres, qui surfent sur la bulle de crédit en parasitant la production, ni plus ni moins. D'ailleurs, s'il y a quelque chose de « louche » dans la notation de la France, ce n'est pas sa dégradation, mais la date tardive où celle-ci intervient !

Il y aurait beaucoup plus d'urgence et de bon sens à se mobiliser pour savoir QUI SONT ces fameux « créanciers de la France », ce qui relève du black out et du secret défense, que d'aller dénoncer les « étrangers » des agences de notation !

On s'apercevrait sans doute que Mme Béteencourt, M. Bouygues et quelques autres bon français bien connus qui paient peu d'impôts par rapport à leur fortune sont bien placés dans les rangs de ceux qui encaissent les remboursements et les intérêts de la dette soi-disant publique ...

3. La situation est-elle vraiment grave ou est-ce qu'on n'essaie pas de nous mener en bateau ?

Oui, du point de vue du capital, la situation est grave. Ils se sont pris les pieds dans leur propre système et un événement tel que l'impossibilité pour l'État d'emprunter de manière hebdomadaire à des taux de plus en plus élevés simplement pour payer les fonctionnaires, est susceptible de se produire. A cet égard, on nous cache la vraie situation.

D'un autre côté, oui, on essaie de nous mener en bateau quand on nous explique que cette dette, il faut bien la payer. Et il faut bien dire que même sous la forme, d'ailleurs bien nébuleuse, d'émissions de titres par la BCE ou par la Banque de France qui auraient des taux plus bas que ceux des titres

d'État actuels, c'est toujours de paiement de la dette qu'il s'agit.

4. Mais pourtant après la perte du AAA l'apocalypse ne s'est pas produite ...

La réalité de la crise ne se situe pas au niveau des agences de notation, ni au niveau de la bourse, ni au niveau de la finance et du crédit en général. Les causes ne sont pas là, ce n'est pas « la finance » la source du mal, c'est le capital. Le capital est le rapport social qui domine dans la production : le but de la production est le profit, la valorisation marchande toujours augmentée. C'est cela qui conduit aujourd'hui à la catastrophe tout en connaissant une crise majeure au moment présent.

Le capital a cherché à compenser la tendance à la baisse du taux général de profit par la finance et par l'aide des États, ce qui conduit à la crise financière, crise de la dette privée et crise de la dette publique, entrelacées et s'entretenant mutuellement.

Comme les États sont des réalités majeures, avec un arrière-plan historique, social et dans les modes de production, cette crise fait apparaître la réalité de la zone euro : elle n'a jamais été une zone unifiée à la manière des États-Unis et elle ne pourrait le devenir, dans le cadre du capitalisme, que par une guerre effroyable - l'impérialisme allemand a essayé, en 1914-1918 et en 1939-1945 ! Elle a été en fait une zone d'investissements et un marché au service des impérialismes dominants, allemand en premier, français en second et loin derrière, c'est tout. Les écarts créés par la crise des dettes bancaires et des dettes d'État conduisent logiquement à son éclatement.

La question pour Sarkozy, et pour tout président français fondant sa politique sur le paiement de la dette et donc sur le service du capital, est que l'impérialisme français se trouve repoussé du côté des « mauvais payeurs », ceux que les commissaires bruxellois et les patrons allemands appellent les PIIGS (les « cochons », cochons de payants d'ailleurs, en vérité : Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Spain pour Espagne). Aucun cocorico n'y peut rien. Il lui faut, pour éviter ça, affronter la classe ouvrière, et c'est bien difficile, malgré l'inadmissible complaisance de tous les dirigeants syndicaux nationaux à se rendre à son « sommet social » du 18 janvier ! Nous allons donc voir ce qu'il va annoncer ou non fin janvier tant sur sa candidature à sa succession que sur la TVA anti-sociale, les attaques contre les services publics et la Sécurité sociale et contre les droits des chômeurs. Combattre pour la dénonciation de la dette soi-disant « publique » est la meilleure manière de lutter tout de suite pour bloquer ces mesures et défaire Sarkozy.

(Suite page 5)

POUR CONCLURE.

La vérité est la suivante :

A) payer la dette aura des conséquences gravissimes, voyez le peuple grec, et ne mettra pas fin à la dette d'État car en ruinant la société cela fera augmenter les taux des ré-emprunts, et ainsi de suite : spirale sans fin qui sert uniquement à faire de l'État une machine à pomper le suc vital de la société pour entretenir le circuit du capital.

B) ne pas payer la dette serait donc moins grave : c'est là la voie obligée de la démocratie et de la responsabilité. C'est la seule solution pour ne pas augmenter les impôts des plus pauvres, pour ne pas finir de saccager l'école publique et la santé publique, pour pouvoir créer des emplois, aider les jeunes et préserver l'environnement. Qu'on le comprenne bien, c'est la SEULE solution pour tout cela !

Ce n'est pas un chemin de roses pour autant : c'est la voie du combat. Ruiner les créanciers, c'est engager le fer avec le capital, en alliance avec les autres peuples d'Europe, du Sud de la Méditerranée et du monde.

Donc : en vérité, il n'y a pas d'autre voie. Tout gouvernement à la Papandreou, gouvernement de gauche, de centre-gauche, de gauche ouverte au centre, de gauche avec les écologistes, etc., qui voudrait payer la dette, n'a à moyen terme pas d'avenir entre les deux issues possibles :

- le gouvernement dictatorial de la droite dure recomposée UMPFN.
- le gouvernement fort de la démocratie qui dénonce la dette et en appelle aux peuples.

En s'inscrivant dans le combat majoritaire pour chasser Sarkozy ; en agissant dans le cadre du Front de Gauche pour un score le plus élevé possible à J.L. Mélenchon afin de battre Sarkozy en préparant le mieux possible l'avenir immédiat, MILITANT invite à l'action pour un gouvernement de dénonciation de la dette, question politique centrale, et s'adresse aux militants ouvriers de toutes tendances pour qu'ils se regroupent et engagent le débat et l'action dès maintenant.

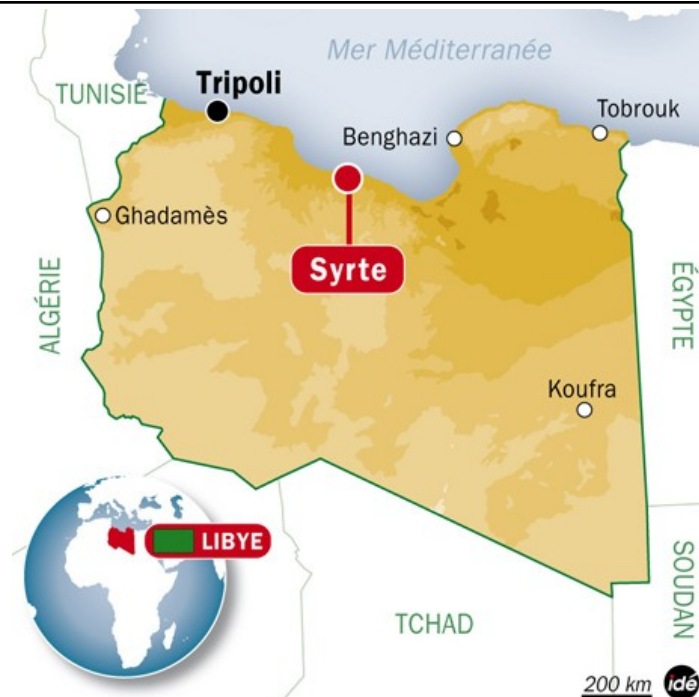
Lybie

DERNIERE MINUTE.

Benghazi : des milliers de manifestants armés de grenades ont pris d'assaut et saccagé le siège du "conseil national de transition", le comité dictatorial que les habitants de Lybie n'ont jamais désigné et qui a été "légitimé" par BHL suivi de Sarkozy et de l'OTAN. Apparemment leurs revendications sont :

- virer les corrompus et les anciens ministres de Kadhafi,
- qu'on sache ce que ces messieurs font du pétrole et de la rente pétrolière,
- que l'on soigne vraiment les blessés de la révolution et de la guerre civile, dont ils n'ont cure.

L'OTAN n'en a pas fini avec la volonté démocratique des peuples !



La dette publique n'est pas publique !



Pourquoi il ne faut pas la rembourser

Militant 5 €

La nouvelle brochure de Militant !

5€, franco de port, envoyer un chèque à l'ordre de Militant à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

Vous souhaitez réagir aux articles publiés ?

Vous souhaitez faire partager votre opinion ?

Ecrivez-nous !

militant@le-militant.org

Parce qu'il n'y aura pas de solution durable dans un cadre national, Militant se bat pour le regroupement de toutes les forces révolutionnaires. Militant est membre du Réseau International des Travailleurs afin de jeter les bases du combat contre le capitalisme et l'impérialisme.



Militant est une publication rédigée par des acteurs du mouvement social qui veulent armer la gauche d'un programme révolutionnaire.

Militant se prononce pour la rupture avec les institutions actuelles, le dépassement du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste autogérée.

L'objectif de ce site est de fournir à un public que nous souhaitons le plus populaire possible (mais la fracture numérique est loin d'être résorbée) des informations essentielles sur les luttes sociales, des analyses des mesures le concernant et des arguments contre la droite et pour un changement social radical.

Les partisans de Militant sont des travailleurs ordinaires, des jeunes, des mal-logés et des ouvriers sans-papiers. Certains des rédacteurs de Militant ont des responsabilités syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU), sont des élus municipaux (PCF, PG, Alternative citoyenne), ont des responsabilités politiques (PS, PCF) ou sont des animateurs d'associations.

Militant est partenaire avec *La revue Commune*, le collectif les Damnés de la Terre et la Gauche Communiste du PCF du Comité pour la 5^e Internationale.



Pour tout contact sur ses activités : com5inter@gmail.com

<http://com5inter.blogspot.com/>

Rien ne changera si on reste isolé. Rejoignez MILITANT !

Militant appelle au regroupement de tous ceux et de toutes celles qui n'en peuvent plus de cette société, qui veulent réarmer la gauche d'un projet révolutionnaire.

- Je deviens correspondant-diffuseur de Militant et je verse 20 € pour ma première cotisation .
- je m'abonne pour six mois au prix de 60 euros
- je m'abonne pour un an au prix de 120 euros

Chèque à l'ordre de "Militant"

Nom : Prénom :

Adresse :

Mèl : téléphone :

Renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

